



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 287/DDPP/2017
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le code minier et notamment les articles L. 171-2 et L. 173-2 ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;

VU le titre minier institué par décret du 11 septembre 1969 pour la concession des Bois Noirs ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 relatif au délaissement de l'exploitation du gisement d'uranium des Bois Noirs Limouzat à Saint Priest la Prugne (42830) ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 28 juin 2017, établi notamment au vu des éléments présentés dans la "revue de sûreté du barrage des Bois Noirs", constatant des non-conformités au regard des dispositions des articles 6 et 10 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 susvisé ;

CONSIDERANT que les informations fournies par les résultats d'analyse du site n'ont pas été correctement interprétées par la société AREVA MINES pour lui permettre d'assurer une surveillance continue du site, de détecter toute anomalie et de définir les traitements ou les travaux nécessaires, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 susvisé ;

CONSIDERANT que la consigne de traitement des eaux de surverse lors de l'atteinte du seuil de 761,75 NGF n'a pas été respectée, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, les prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

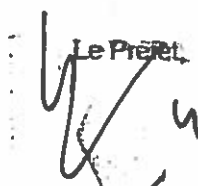
ARRETE :

ARTICLE 1 – La société AREVA MINES , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint Priest la Prugne, site des Bois Noirs du Limouzat, est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 6 et 10 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 susvisé.

ARTICLE 2 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 - Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Madame le maire de Saint Priest la Prugne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 11/07/2017

Le Préfet

Evence RICHARD

copie adressée à :

- société AREVA MINES
- Etablissement de Bessines-CESAAM
- 1 avenue du Brugeaud
- 87250 BESSINES SUR GARTEMPE
- Mairie de Saint Priest la Prugne
- Sous-Préfecture de Roanne
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono